

**PORTANT RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET DE  
DÉROGATION DE TONNAGE DANS LE CADRE DE TRAVAUX DE REPRISE EN SOUS-ŒUVRE PAR  
MICROPIEUX DES FONDATIONS  
POUR AUTORISATION DE STATIONNER UNE BENNE À GRAVATS  
SUR LE CHEMIN DES ÉCOLIERS  
DU 24 SEPTEMBRE 2024 AU 11 OCTOBRE 2024**

Le Maire de la Commune de Mazan

**VU** la loi relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée ;

**VU** la loi relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-5 al 2 relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de Police Municipale, les articles L.2213-1 et suivants précisant les pouvoirs du Maire et leurs limites, en matière de police de la circulation sur les routes nationales, les chemins départementaux et les voies de communication à l'intérieur des communes ;

**VU** le code Générale de la Propriété des Personnes Publiques ;

**VU** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8 et R 411.25 à R 411.28 permettant au Maire de prescrire des mesures plus rigoureuses que celles énoncées dans ce code si la sécurité de la circulation routière l'exige ;

**VU** le Code Pénal et notamment l'article R610-5 ;

**VU** le Code de la Sécurité Intérieure notamment les articles L511-1 et suivants ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée ;

***VU la demande en date du 13 septembre 2024 par laquelle l'entreprise SOLTECHNIC, représentée par Monsieur Fabien HUSER et domiciliée, au 6 rue Charles Nungesser à Mauguio (34130), sollicite l'autorisation temporaire d'occuper les places de stationnement sur le chemin des Écoliers au niveau du n°151 pour y positionner une benne à gravats pour réaliser des travaux de reprise en sous-œuvre par micropieux des fondations, pour le compte de Madame Joëlle CAILLOL, domiciliée à l'adresse susmentionnée ;***

***Le pétitionnaire demande également une dérogation de tonnage pour un camion équipé d'une remorque d'un PTAC de 44 tonnes, afin de procéder aux livraisons de matériels et matériaux au domicile du bénéficiaire.***

**VU** l'état des lieux.

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, pour permettre l'exécution des travaux, d'autoriser *l'entreprise SOLTECHNIC* à occuper le domaine public ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prévenir tout risque d'accident, de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent pour le stationnement d'une benne à gravats sur les places matérialisées se trouvant sur la voie précitée pendant toute la durée des travaux.

**CONSIDÉRANT** qu'à ce titre, il appartient au Maire de Mazan, détenteur des pouvoirs de police générale, de prendre l'ensemble des mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité des usagers.

## **A R R Ê T E**

**ARTICLE 1 :** Pendant l'activité, le pétitionnaire est autorisé à occuper le domaine public, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté qui sera valable du 24 septembre 2024 au 11 octobre 2024.

### **Prescriptions :**

- **Le pétitionnaire est autorisé à occuper les places matérialisées au niveau du n°151 pour stationner une benne à gravats pendant toute la durée des travaux.**
- **La circulation ne sera pas impactée par le stationnement de la benne.**
- **La zone des travaux sera signalée par des barrières de sécurité et / ou panneaux de signalisation et les piétons seront amenés à emprunter le trottoir opposé.**
- **Le pétitionnaire est autorisé à utiliser leur camion avec remorque d'un PTAC de 44 tonnes pour approvisionner le chantier en matériels et matériaux qui seront stockés dans la cour de Madame Joëlle CAILLOL.**
- **Lors de chaque livraison de matériaux, l'entreprise SOLTECHNIC s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour sécuriser la zone, le temps du déchargement, avec la mise en place d'une signalisation réglementaire, afin d'optimiser la protection des piétons et véhicules circulant dans ce périmètre.**

L'ouverture de l'activité est subordonnée à la vérification par Monsieur le Maire des panneaux de signalisation du stationnement nécessaires à la signalisation réglementaire et à la configuration des lieux.

**ARTICLE 2 :** *Le présent arrêté prendra effet le 24 septembre 2024 et sera valable jusqu'au 11 octobre 2024, date prévue de fin des travaux.*

Le stationnement se déroulera sous l'entière responsabilité de *l'entreprise SOLTECHNIC*  
☎ 04.67.42.70.15.

**ARTICLE 3 :** La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur.

Toutes précautions devront être prises pour la protection des piétons circulant au droit de l'activité contre les chutes d'objets et matériels.

**ARTICLE 4 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le bénéficiaire sera tenu pour responsable de tous incidents ou accidents survenus du fait de l'activité.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité de l'activité, par les soins du titulaire.

**ARTICLE 6 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté sera publié conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 8 :** Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères – 30000 NIMES. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Maire de la commune de Mazan, Madame la Présidente du Conseil Départemental de Vaucluse de l'Agence Routière de Carpentras, Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Mormoiron, la Police Municipale de la Commune de Mazan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera adressé et qui sera affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Certifié exécutoire  
Compte tenu de la publication  
Le 17 septembre 2024

Fait à Mazan, le 16 septembre 2024

Le Maire  
Louis BONNET



*Par délégalion,  
Jean-Louis BARRIÉ  
Adjoint à la mairie*